

*Délégation pour les relations avec le Mercosur*

Rapport du président Luis Yáñez-Barnuevo García  
sur la visite effectuée par un  
groupe de travail au Brésil et en Argentine,  
du 24 au 28 mai 2010

**I. INTRODUCTION**

Un groupe de travail (GT) de la délégation pour les relations avec le Mercosur a effectué une visite au Brésil (à Brasilia) et en Argentine (à Buenos Aires) du 24 au 28 mai 2010.

Le GT, qui était présidé par le député Luis YÁÑEZ-BARNUEVO GARCÍA (S&D, Espagne), président de la délégation, comprenait les députées Edite ESTRELA (S&D, Portugal), Nathalie GRIESBECK (ADLE, France) et Ilda FIGUEIREDO (GUE/NGL, Portugal).

Le vice-président du Parlement européen (PE), responsable des relations avec l'Amérique latine, M. Gianni PITTELLA (S&D, Italie), a participé à quelques-unes des activités du GT à Buenos Aires (du 27 au 28 mai), dans le cadre de sa participation, en tant que représentant du président du PE, à un séminaire organisé par le conseil argentin pour les relations internationales, qui s'est tenu le 26 mai à Buenos Aires.

**II. BRÉSIL (du 24 au 26 mai 2010)****1. Réunions avec les responsables de l'exécutif brésilien****1.1. Réunion avec le professeur Marco Aurélio Garcia, représentant spécial de la présidence de la république pour les affaires internationales**

Après avoir expliqué les attributions de sa délégation, le président Yáñez-Barnuevo a souligné dans son introduction que la visite tombait très bien d'un point de vue politique, en faisant référence à la récente déclaration formelle de la reprise des négociations sur l'accord d'association UE - MERCOSUR (AA), au fait que le Brésil occuperait la présidence semestrielle *pro tempore* du MERCOSUR à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010 et à l'émergence d'un nouveau cycle politique au Brésil au moment où prend fin le second mandat du président Lula da Silva.

Dans son intervention, le professeur Garcia a souligné que, compte tenu de la conjoncture économique et financière internationale actuelle, il était impératif d'éviter les tentations protectionnistes et que, dans cette mesure, la reprise des négociations de l'AA constituait une initiative importante susceptible de contribuer même au déblocage du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Néanmoins, il a souligné que la conclusion de l'AA impliquerait nécessairement des concessions réciproques importantes des deux blocs sur le plan commercial, ce qui suscite des réactions négatives dans quelques États-membres. Ainsi, à titre d'exemple, l'intérêt pour le MERCOSUR de garantir un meilleur accès de ses produits issus de l'agriculture et de l'élevage au marché européen se heurte à des difficultés causées par la France et plusieurs nouveaux États-membres de l'UE, tandis que le souhait européen d'ouvrir le MERCOSUR aux produits industriels de l'UE se heurte au souhait argentin de réindustrialiser le pays. En guise de conclusion, il a affirmé qu'il serait préférable de conclure un accord réaliste et pragmatique plutôt que d'échouer dans la recherche d'un accord trop ambitieux.

Ensuite, le professeur Garcia a souligné que le monde multipolaire actuel impliquait l'existence de blocs régionaux importants. Par conséquent, il est impératif de renforcer les institutions du MERCOSUR et de transformer celui-ci en une véritable union douanière. Il a souligné que telle était la position du gouvernement brésilien, alors que l'opposition préférerait que le bloc se limite à une zone de libre-échange. Il a également défendu l'approfondissement de l'UNASUR, compte tenu de l'érosion politique de la Communauté andine et du potentiel de croissance économique du continent sud-américain. Selon lui, il faut aussi consolider la Communauté de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans son dialogue avec le GT, le professeur Garcia a ensuite abordé le rôle croissant que le Brésil revêt depuis quelques temps déjà sur la scène internationale, lequel se reflète notamment dans l'organisation de sommets avec les pays africains et arabes, avec l'Inde et l'Afrique du Sud, avec les BRIC, et il a défendu, comme un exemple de multilatéralisme, l'accord turco-brésilien avec l'Iran concernant le plan de développement nucléaire de ce pays.

Le professeur Garcia a également affirmé que la récente crise financière mondiale rendait encore plus urgente la réforme des institutions financières (Bretton Woods) et politiques internationales. Dans ce contexte, il a demandé à l'UE de soutenir le souhait brésilien d'occuper un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Répondant aux questions des membres du GT concernant la viabilité d'une position commune entre l'UE et l'Amérique latine en vue de la prochaine conférence de Cancun sur le changement climatique, le professeur Garcia a exprimé son soutien en faveur d'une telle initiative et a indiqué que le président Lula avait demandé que l'UNASUR ait une position commune sur la question.

## 1.2. Réunion avec l'ambassadeur António Patriota, secrétaire-général du ministère des relations étrangères

Dans sa conversation avec le GT, l'ambassadeur Patriota a commencé par évoquer le dynamisme de la diplomatie brésilienne ces derniers temps, qui s'est traduite, entre autres, par l'élargissement de son réseau diplomatique (ouverture de 35 nouvelles ambassades) et par la participation à de nombreuses réunions internationales de haut niveau, tels les sommets d'avril dernier avec les BRIC, l'Inde, l'Afrique du Sud, et, plus récemment, les sommets de Madrid entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes et entre l'UE et le MERCOSUR. En ce qui concerne ce dernier sommet, il a répété le soutien univoque du Brésil à la reprise des négociations portant sur l'AA et il a d'autre part défendu fermement l'adhésion du Venezuela au MERCOSUR, non seulement pour des raisons économiques (le Venezuela est la troisième

économie de l'Amérique du Sud), mais également pour des raisons politiques (il faut éviter l'isolement de ce pays). En ce qui concerne le changement climatique, il a affirmé que le développement de l'industrie du bioéthanol reposait sur un consensus national, il a ajouté que le Brésil s'était fixé, de manière unilatérale, des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre et il s'est dit confiant s'agissant de l'obtention d'un accord lors de la prochaine conférence de Cancun.

L'ambassadeur Patriota a également déclaré être convaincu que la relation privilégiée entre l'UE et le Brésil ne serait pas mise en cause suite au resserrement des relations entre le Brésil et les autres pays BRIC, en faisant référence aux différences politiques, historiques et culturelles existant entre les pays émergents.

**2. Réunions interparlementaires avec le chef de la majorité gouvernementale à la chambre des députés, le député Cândido Vaccarezza, avec la commission des relations étrangères et de la défense nationale du sénat, avec la représentation brésilienne au parlement du MERCOSUR et avec le groupe parlementaire d'amitié Brésil - UE.**

Lors de sa rencontre avec le président et les autres membres du GT, le député Cândido Vaccarezza, chef de la majorité gouvernementale à la chambre des députés, a commencé par expliquer que le poste qu'il occupait actuellement reposait sur un choix personnel du président Lula da Silva et que sa fonction consistait à coordonner les positions du groupe parlementaire qui soutient le gouvernement à la chambre des députés et de représenter le président auprès de ce groupe parlementaire.

Ensuite, il a abordé la représentation multiple des partis (27 partis) à la chambre des députés et a décrit pour le GT la composition, la durée du mandat et le système d'élection des membres du congrès brésilien (sénat et chambre des députés). Il a également parlé des perspectives des prochaines élections présidentielles et parlementaires au Brésil.

Le député Vaccarezza a également fait l'éloge des politiques économiques et sociales conduites par le président Lula, qui ont permis à 30 millions de personnes d'accéder à la classe moyenne, ainsi que la création de 12 millions d'emplois, mais il a reconnu que des asymétries salariales considérables persistaient et qu'il fallait encore résoudre un certain nombre de problèmes au niveau de l'éducation et des infrastructures. En ce qui concerne les questions environnementales, il a souligné que la majorité de l'énergie brésilienne provient de sources propres dans la mesure où elle repose sur les biocarburants et la production hydroélectrique. À ce propos, il a ajouté que l'utilisation du bioéthanol ne mettait pas en danger la production agricole, car il existait un excédent mondial de canne à sucre. Il a encore ajouté que la production de biodiesel ne posait pas de problème pour la sécurité alimentaire, vu que la tendance était de remplacer de plus en plus le soja comme matière première par d'autres légumineuses non comestibles. Le député Vaccarezza a clos son intervention en exprimant son soutien en faveur du resserrement des liens entre le Brésil et l'UE.

Les discussions au cours du déjeuner de travail avec la commission des relations étrangères et de la défense nationale du sénat et au cours des réunions avec la représentation brésilienne au parlement du MERCOSUR (PARLASUR) et avec le groupe parlementaire d'amitié Brésil - UE se sont concentrées sur les relations entre l'UE et le MERCOSUR ainsi que sur la reprise des négociations de l'AA entre les deux blocs.

Ainsi, on a souligné que le fait que les deux blocs régionaux partagent des valeurs (politiques, sociales, culturelles) et des objectifs communs (multilatéralisme, lutte contre la crise économique et financière internationale) facilitera grandement la conclusion de l'AA. À ce propos, le député Rosinha, ex-président du PARLASUR, a déclaré que, pour les pays du MERCOSUR, les relations politiques sont plus faciles avec l'UE qu'avec les États-Unis d'Amérique (ÉUA), compte tenu de l'absence de tentations d'hégémonie, et que, pour cette raison, l'AA aura plus de chances d'être une réussite que l'accord sur la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) qui a malheureusement échoué.

De la même façon, on a insisté sur le fait que l'AA ne serait pas un simple accord de libre-échange puisqu'il comprendra des chapitres sur le dialogue politique et la coopération, ce qui permettra de prendre en considération d'autres thèmes importants du dialogue UE – MERCOSUR comme le changement politique et les migrations. En ce qui concerne les

migrations, les membres du GT ont souligné que le thème avait fait l'objet d'un débat approfondi au sein de l'assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EUROLAT) et que cette dernière avait approuvé, à l'unanimité, une recommandation sur ce thème lors de sa séance plénière du 15 mai 2010. Quant au chapitre commercial, les interlocuteurs ont passé en revue les points les plus délicats des négociations, à savoir, pour le Brésil, le dossier agricole et, pour l'UE, les produits industriels, les services et les investissements. Ils ont fait part de leur espoir de parvenir à un accord équilibré présentant des avantages pour les deux parties, lesquelles se sont accordées pour dire que la réussite des négociations commerciales entre les deux blocs serait perçue comme une contribution importante à la lutte contre le protectionnisme et au déblocage du cycle de Doha de l'OMC.

L'idée a également été défendue qu'il faut que les institutions parlementaires des deux blocs assurent le suivi politique des cycles de négociations. À ce propos, les membres du GT ont informé leurs homologues brésiliens que l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne avait renforcé les pouvoirs du PE dans le domaine des relations externes.

D'autre part, les membres du congrès brésilien ont tenu à souligner que le MERCOSUR était un projet géopolitique stratégique pour le Brésil en vue de sa pleine insertion dans un monde multipolaire. Néanmoins, ils ont indiqué qu'il était nécessaire pour cela de renforcer le volet institutionnel (élection directe des membres du PARLASUR), création d'une cour de justice permanente, création d'un fonds de compensation) et économique (création d'une union douanière avec des tarifs douaniers externes communs) de celui-ci. Les membres du congrès de la majorité gouvernementale ont justifié leur vote en faveur de l'adhésion du Venezuela au MERCOSUR en insistant sur le poids politique et économique que comporterait une telle adhésion. Selon eux, l'approfondissement du MERCOSUR faciliterait aussi l'intégration régionale sud-américaine, y compris au niveau politique (UNASUR).

Le député Bala Rocha a décrit la composition, les objectifs et les activités du groupe parlementaire d'amitié Brésil – UE aux membres du GT et a exprimé son intérêt pour la création, au sein du PE, d'un groupe homologue afin de tisser des liens encore plus étroits entre les deux parlements. À ce propos, il a exprimé le souhait du groupe d'amitié de rendre une visite au PE après les élections générales au Brésil. Le président Yáñez-Barnuevo a souligné que l'intérêt du PE était de renforcer le dialogue parlementaire avec le congrès brésilien et a exprimé le souhait que la délégation qu'il préside pourra constituer l'embryon de l'équivalent européen du groupe parlementaire d'amitié Brésil – UE.

Dans ce contexte, plusieurs membres de la représentation brésilienne au PARLASUR ont exprimé leur souhait de se familiariser avec les méthodes de travail du PE, notamment, l'organisation en groupes politiques, compte tenu du débat en cours au PARLASUR sur l'institutionnalisation des familles politiques.

### **3. Rencontre avec le ministre président de la Cour suprême fédérale et du Conseil national de la justice, M. Cezar Peluzo, et avec le ministre président national de la justice, M. Gilson Dipp**

En répondant aux questions des membres du GT, M. Peluzo a précisé la composition et le mode de désignation des juges de la Cour suprême fédérale (*Supremo Tribunal Federal*). Il a expliqué que la Cour était la plus haute instance du pouvoir judiciaire du Brésil et qu'elle cumulait les compétences typiques d'une cour suprême et d'une cour constitutionnelle. M. Peluzo a décrit le système de contrôle de la constitutionnalité des lois et de la justice électorale; il a souligné que la Cour avait joué un rôle fondamental dans la consolidation du système juridique et

institutionnel démocratique au Brésil. M. Peluzo a également mis en évidence la transparence de la Cour suprême fédérale, tant au niveau de la gestion (caractère public de ses budgets, ressources humaines et acquisitions) qu'au niveau de son action (jurisprudence et suivi des procès disponibles en ligne et dans les médias traditionnels – Notícias STF, TV Justiça et Radio Justiça).

Pendant ses conversations avec les membres du GT, M. Dipp leur a expliqué les compétences du Conseil national de justice (CNJ), qui est l'organe chargé du contrôle administratif, financier et disciplinaire de la justice brésilienne. M. Dipp a également informé les membres du GT du degré d'informatisation élevé du système judiciaire brésilien et a souligné que son institution ainsi que la Commission européenne avaient développé des activités de coopération de soutien aux processus électoraux et qu'ils étaient sur le point de signer un protocole d'accord afin de mettre en place une coopération triangulaire dans ce domaine.

#### **4. Rencontre avec le recteur et des enseignants de l'université de Brasilia**

Au cours de cette rencontre, les membres du GT ont eu l'occasion d'échanger des impressions avec le recteur et les enseignants de l'université de Brasilia sur plusieurs thèmes d'actualité, y compris la reprise des négociations de l'AA et l'impact du traité de Lisbonne sur les compétences du PE, notamment en matière de relations extérieures. Les enseignants de l'université de Brasilia ont décrit au GT les principaux projets de coopération qu'ils ont mis sur pied avec d'autres universités européennes ainsi que les principaux domaines de recherches (environnement et développement durable, technologies de l'information, biotechnologies, sciences politiques, etc.); sans oublier les programmes d'échanges d'étudiants et de professeurs. La professeure Julie Schmied a présenté les activités développées par le Núcleo de Estudos Europeus (Centre d'études européennes) et a informé les membres du GT que l'université avait envoyé sa candidature à la délégation de l'UE pour qu'elle puisse accueillir le siège de l'Institut d'études européennes au Brésil. Le président Yáñez-Barnuevo a souligné le rôle que les institutions universitaires pouvaient jouer dans l'évaluation de l'impact que le chapitre commercial de l'AA pourrait avoir dans les différents secteurs économiques.

#### **5. Participation à la séance inaugurale du XVII<sup>e</sup> forum Brésil – Europe, organisé par la fondation Konrad Adenauer et consacré au thème suivant: «Le climat, l'énergie et l'environnement dans le programme politique du Brésil et de l'Union européenne»**

Les membres du GT ont participé à la séance inaugurale de ce forum, consacrée au thème «Le climat, l'énergie et l'environnement dans le programme politique du Brésil et de l'Union européenne», et le président Yáñez-Barnuevo et la députée Edite Estrela ont été invités à prononcer un discours.

Dans son allocution, le président Yáñez-Barnuevo a souligné que le partage des mêmes valeurs historiques et culturelles et des mêmes principes politiques par les deux régions ainsi que le souhait commun de lutter contre la crise financière internationale créaient des conditions très favorables à la réussite des négociations portant sur l'AA. En ce qui concerne le thème du forum, il a souligné que l'UE et le Brésil devaient coopérer au niveau international afin de remplacer le modèle actuel qui se traduit par une consommation d'énergie effrénée et par une dépendance excessive vis-à-vis des énergies fossiles par un modèle reposant sur les énergies renouvelables.

La députée Edite Estrela a axé son intervention sur l'impératif éthique de lutter contre le changement climatique et ses conséquences néfastes, notamment l'apparition de réfugiés climatiques. Dans son discours, la députée a expliqué le contenu du paquet Énergie et Climat adopté par l'UE avant la conférence de Copenhague, et a souligné que l'UE avait présenté, à l'occasion de cette conférence, une proposition ambitieuse de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30 %, alors qu'elle n'est responsable que de 14 % des émissions mondiales.

Ainsi, face à l'échec relatif de la conférence de Copenhague, elle a lancé un appel en faveur d'une position commune à l'UE, au Brésil et à l'Amérique latine en général afin de contribuer à la conclusion d'un accord ambitieux lors de la prochaine conférence de Cancun. En ce sens, elle a informé l'auditoire de la résolution sur ce thème adoptée lors de la séance plénière de l'assemblée parlementaire EuroLat.

#### **6. Dîner avec les ambassadeurs de l'UE**

Les membres du GT ont eu l'occasion d'échanger des impressions avec les diplomates de leurs pays accrédités au Brésil et avec les fonctionnaires de la délégation de l'UE lors d'un dîner offert par le président Yáñez-Barnuevo.

Au cours de ce dîner, on a surtout parlé de la situation politique au Brésil, compte tenu des élections générales d'octobre 2010, de l'économie brésilienne, qui se caractérise par une croissance économique considérable malgré la crise internationale, et des perspectives pour les négociations de l'AA.

### **III. ARGENTINE (du 27 au 28 mai 2010)**

#### **1. Réunion avec le ministre des affaires étrangères, du commerce international et des cultes, le chancelier Jorge Taiana**

Dans son introduction, le président Yáñez-Barnuevo a souligné que l'UE et le PE privilégiaient les relations entre les blocs régionaux et, par conséquent, a exprimé sa satisfaction au sujet de la reprise des négociations de l'AA. Il a ajouté que, dans un monde multipolaire, il était impératif de renforcer les relations interrégionales et que le passé historique et culturel commun des deux régions ainsi que la communauté des valeurs et des intérêts politiques, économiques et sociaux faciliteraient la conclusion de l'AA.

À son tour, le vice-président du PE, le député Gianni Pittella, a souligné que les deux régions devaient travailler de concert afin de réformer le système mondial de gouvernance économique, étant donné que l'éclatement de la crise financière internationale avait démontré le caractère obsolète du système de Bretton Woods. Ainsi, il a estimé que la coopération dans le cadre du G-20, groupe dont est membre l'Argentine, constituait un bon instrument pour surmonter la crise internationale et amorcer la réforme du système de gouvernance mondiale. De même, il a souligné le besoin d'éviter le protectionnisme commercial et a indiqué que la conclusion de l'AA serait une contribution utile pour transformer ce vœu en réalité.

Dans son intervention, le chancelier Taiana a commencé par souligner que l'Argentine souhaitait renforcer ses liens avec l'UE et que pour cela l'action de la diplomatie parlementaire était essentielle. Il a également déclaré que, compte tenu de la situation fragile de l'économie mondiale, il fallait encourager le dialogue entre les régions, car la mobilité internationale des personnes, des biens, des services et des capitaux ne permettait pas de donner des réponses individuelles à la crise. Ensuite, il a informé les membres du GT de l'histoire économique récente de l'Argentine et de la manière dont les enseignements tirés de la crise qui a ravagé le pays en 2001 / 2002 ont aidé le pays à résister aux chocs de la dernière crise internationale. Il a souligné que l'Argentine enregistrerait cette année un excédent commercial et budgétaire et qu'y ont fortement contribué la demande importante de matières premières et de produits alimentaires de la Chine et de l'Inde. Il a également déclaré que la croissance économique devrait atteindre environ 6 % cette année et que cette tendance se poursuivrait à moyen terme.

Répondant aux questions des membres du GT, le chancelier Taiana a affirmé qu'il avait lui aussi été l'un des artisans du refus de la ZLEA et que la conclusion de l'AA avec l'UE devrait s'avérer plus simple, dans la mesure où celui-ci jouit d'un meilleur crédit politique auprès des pays du MERCOSUR que le défunt accord avec les ÉUA. Il a également souligné que les conditions pour conclure l'AA étaient maintenant plus favorables qu'en 2004, compte tenu de la



paralysie du cycle de Doha de l'OMC. Il a néanmoins soulevé qu'il fallait trouver un équilibre au sujet des points commerciaux délicats, à savoir les produits agricoles pour l'UE, et l'industrie des voitures et des composantes de voitures pour l'Argentine. Confronté à l'introduction récente d'éventuelles mesures protectionnistes, le chancelier a démenti que le gouvernement argentin ait adopté de telles mesures et a souligné qu'en 2008 plus de 40 % du produit intérieur brut national provenait du commerce extérieur, raison pour laquelle il n'y aurait pas de retour unilatéral vers le protectionnisme.

Le chancelier Taiana a exprimé son optimisme concernant la prochaine conférence de Cancun sur le changement climatique, dans la mesure où il faut, selon lui, assurer un développement économique durable du point de vue environnemental. Enfin, il a évoqué la position de l'Argentine au sujet des îles Malouines, en insistant une nouvelle fois sur la revendication de souveraineté de son pays sur ces îles et en critiquant ce qu'il a appelé «les actions récentes unilatérales et illégales du Royaume-Uni».

À ce propos, le président Yáñez-Barnuevo a affirmé que le fait que les îles Malouines apparaissent dans le traité de Lisbonne comme territoires ultramarins du Royaume-Uni résultait d'une déclaration du Royaume-Uni ajoutée à son traité d'adhésion aux Communautés européennes de l'époque. Il a ajouté qu'il n'y avait aucun élément nouveau sur cette question et qu'une telle mention n'impliquait pas de décision politique de l'UE sur la souveraineté des îles Malouines. Il a conclu en affirmant que la question des îles Malouines était une question bilatérale entre l'Argentine et le Royaume-Uni.

**2. Réunions interparlementaires avec le président du sénat et vice-président de l'Argentine, le sénateur Julio Cobos, avec le président de la section argentine au PARLASUR, le sénateur José Pampuro, avec la commission des affaires étrangères de la chambre des députés, avec la commission du MERCOSUR de la chambre des députés, avec la section argentine du PARLASUR et avec le groupe d'amitié avec le PE**

Au cours des rencontres interparlementaires avec les homologues argentins, la discussion sur la reprise des négociations de l'AA a été privilégiée et le président Yáñez-Barnuevo a rappelé l'élan décisif apporté par la présidence espagnole de l'UE et par la présidence argentine du MERCOSUR.

Lors des débats, il a été souligné que l'AA n'aurait pas de volet purement commercial et que les piliers politique et coopération devraient refléter la communauté de valeurs qui existe entre les deux blocs et comporter des thèmes importants pour le dialogue bilatéral régional comme les questions environnementales et les questions migratoires. L'élan que la conclusion de l'AA pourrait insuffler à l'intégration régionale au sein du MERCOSUR a également été souligné.

Quant aux négociations commerciales de l'AA, il a été souligné que les conditions actuelles étaient plus favorables qu'en 2004, compte tenu de la fin de sa conditionnalité par rapport au cycle de Doha de l'OMC et du rôle que l'accord pourrait jouer pour affirmer le refus du protectionnisme et promouvoir la reprise de l'économie mondiale. De la même façon, les parlements ont souligné le besoin de trouver un équilibre en matière de concessions commerciales réciproques, compte tenu de l'impact que l'ouverture des marchés des deux blocs aurait sur certains secteurs économiques importants des pays respectifs. Dans ce contexte, le président Yáñez-Barnuevo a mis en garde contre le danger que pouvait représenter pour le climat de confiance des négociations la prétendue imposition récente par les autorités argentines de restrictions de fait sur les importations de produits alimentaires européens.

On a également appelé les institutions parlementaires à assurer un suivi politique des négociations de l'AA.

Les causes et les conséquences de la crise économique et financière internationale ont également fait l'objet d'analyses. À ce propos, il y a eu consensus sur le besoin de réformer le système financier international et de créer une réglementation au niveau mondial pour éviter les crises futures, des tâches qui exigeraient la participation active du G-20.

Les députés argentins ont profité des réunions pour exposer les prétentions de souveraineté argentine sur les îles Malouines et le président Yáñez-Barnuevo, comme il l'avait fait lors de sa rencontre avec le chancelier Taiana, a indiqué que cette question était un sujet bilatéral entre l'Argentine et le Royaume-Uni.

Dans sa conversation avec les membres du GT, le sénateur Cobos, président du sénat et vice-président de l'Argentine, après avoir exprimé son soutien à la reprise des négociations de l'AA, a fait part de son point de vue sur la situation politique du pays et sur les perspectives pour les prochaines élections en 2011. Le président Yáñez-Barnuevo, après avoir souligné que le PE a toujours joué le rôle de rampe de lancement des institutions européennes en matière de relations avec l'Amérique latine, a évoqué, à la demande du sénateur Cobos, la crise économique traversée par l'UE, et notamment son impact sur l'économie grecque et la dévalorisation de l'euro.

Dans son dialogue avec les membres du GT, le sénateur Pampuru, président de la section argentine du PARLASUR, a appelé au renforcement des relations entre ce parlement et le PE et a indiqué qu'il était prévu de procéder en 2011 à l'élection directe des représentants argentins et brésiliens au PARLASUR.

Lors de la rencontre avec la commission des affaires étrangères de la chambre des députés, présidée par le député Alfredo Atanasof, la reprise des négociations de l'AA et leurs perspectives, la crise économique et financière internationale et la question des îles Malouines ont été au cœur des débats.

Au cours des rencontres avec la commission du MERCOSUR de la chambre des députés, présidée par la députée Gabriela Michetti, et avec la section argentine du PARLASUR, les questions de nature institutionnelle ayant trait aux parlements des deux blocs ont également été évoquées. Ainsi, plusieurs députés argentins, entre autres la députée Gabriela Michetti et le député Fernando Iglesias, ont exprimé le souhait que le PARLASUR se rapproche du PE en termes de compétences, notamment législatives, et ont posé des questions aux membres du GT sur l'organisation du PE en groupes politiques. De son côté, le député Mariano West a abordé la question de la représentation de chaque État-membre au PARLASUR (actuellement chaque pays y est représenté par 18 députés) et a fait référence aux discussions en suspens sur un accord visant à assurer une représentativité proportionnelle atténuée. Ce député a défendu l'adhésion du Venezuela au MERCOSUR et a exprimé sa conviction que ce bloc servirait de moteur à l'intégration sud-américaine. Le sénateur Rubén Giustiniani a exprimé l'avis favorable du sénat argentin à propos du MERCOSUR et de l'AA avec l'UE.

Le député Hugo Prieto, président du groupe d'amitié avec le PE, a expliqué aux membres du GT que son groupe se composait de 16 députés argentins et que l'objectif de celui-ci était de resserrer les relations entre les deux parlements. Alerté par le président Yáñez-Barnuevo sur les conséquences négatives pour les négociations de l'AA qui pourraient résulter de prétendues restrictions de fait imposées par le gouvernement argentin sur les importations de produits alimentaires, le député Prieto a affirmé qu'il allait poser cette question lors de la prochaine réunion du groupe parlementaire qu'il préside. Le député Prieto a également fait un exposé sur

le système juridique et constitutionnel argentin, dont il a souligné la forte tendance présidentiale, quelque peu atténuée toutefois depuis la révision constitutionnelle de 1994.

### **3. Déjeuner de travail avec les ambassadeurs de l'UE**

Les membres du GT ont eu l'occasion d'échanger des impressions avec les ambassadeurs des pays de l'UE accrédités en Argentine lors d'un déjeuner offert par l'ambassadeur d'Espagne, en sa qualité de représentant de la présidence tournante du Conseil de l'UE.

L'ambassadeur d'Espagne, M. Rafael Estrella, après avoir analysé brièvement la situation politique et économique de l'Argentine, a souligné dans son introduction l'opportunité politique de la visite du GT, une semaine après la déclaration de la reprise des négociations de l'AA. Il a également fait allusion aux difficultés inhérentes au chapitre commercial, notamment les intérêts offensifs de l'Argentine et du MERCOSUR dans le domaine agricole, ainsi qu'à la sensibilité politique du sujet pour certains pays européens. L'ambassadeur Estrella a également souligné le besoin d'intégrer dans l'AA certains thèmes importants pour les relations entre les deux blocs régionaux, à savoir les migrations et les nouvelles technologies. Ensuite, il a abordé les prétendues instructions du gouvernement argentin visant à restreindre l'importation des produits alimentaires et la difficulté de contester ces mesures devant l'OMC, dès l'instant qu'elles n'ont pas été formulées par écrit. À ce propos, plusieurs ambassadeurs ont souligné qu'ils allaient demander à la Commission européenne d'exercer une plus forte pression sur les autorités argentines afin que soit mis un terme à ce genre de restrictions, et ils ont demandé aux membres du GT de poser la question lors de leurs rencontres avec leurs homologues argentins. Les diplomates européens ont eux aussi estimé que la conclusion d'un AA était un instrument important pour l'approfondissement de l'intégration dans le bloc du cône sud-américain et pour l'amélioration implicite des relations entre l'Argentine et le Brésil.

La visite en Argentine s'est terminée par une conférence de presse commune du président de la délégation, le député Yáñez-Barnuevo, et du vice-président du PE, le député Gianni Pittella, à laquelle ont participé les autres membres du GT et à laquelle a assisté un large public.

## **IV. PRINCIPALES CONCLUSIONS**

Il convient de souligner l'opportunité politique de cette visite, celle-ci s'étant déroulée une semaine après le IV<sup>e</sup> sommet UE - MERCOSUR, à Madrid, au cours duquel la reprise des négociations en vue de la conclusion de l'AA entre les deux blocs régionaux avait été annoncée de manière formelle.

Ce thème a donc dominé le programme des rencontres cordiales avec les contreparties brésiliennes et argentines. Il convient de souligner que les interlocuteurs brésiliens et argentins ont exprimé leur soutien à la conclusion d'un AA, mais qu'ils ont mis en évidence qu'un tel accord devrait impliquer des concessions réciproques dans le domaine commercial, et ils ont également souligné que l'UE devrait absolument ouvrir son marché aux produits issus de l'agriculture et de l'élevage provenant du MERCOSUR.

À ce propos, le GT a répété l'objectif de l'UE, qui est de conclure un accord équilibré et ambitieux, et il a indiqué qu'il était nécessaire que le Brésil et l'Argentine ouvrent leurs marchés aux produits, aux services et aux investissements européens, mettant ainsi un terme aux obstacles protectionnistes légaux ou de fait. Il y a eu consensus sur l'hypothèse que la

conclusion de l'AA faciliterait la reprise du cycle de Doha de l'OMC et qu'elle contribuerait à la reprise de l'économie mondiale.

La matrice historique et culturelle commune et la communauté de valeurs et de principes entre les deux régions, tout comme l'essence de l'AA, qui ne se limite pas à un accord purement commercial mais est aussi un accord politique ainsi qu'un accord de coopération, ont été cités comme facteurs facilitant grandement la conclusion de celui-ci. Il a également été souligné que l'AA devrait intégrer les questions brûlantes pour les relations bilatérales régionales que sont l'environnement et les migrations. On a insisté sur la nécessité pour le PE et le PARLASUR d'assurer un suivi politique des cycles de négociation de l'AA.

La poursuite de l'intégration politique et économique du MERCOSUR ainsi que l'adhésion du Venezuela au bloc régional ont été défendues par la majorité des interlocuteurs, même si une telle position suscite encore des réserves du côté de l'opposition brésilienne. Parallèlement, les responsables du gouvernement brésilien et leur groupe parlementaire au Congrès ont manifesté un intérêt considérable pour le renforcement de l'intégration sud-américaine, notamment à travers l'UNASUR, objectif qui a également été remis en question par l'opposition brésilienne et pratiquement ignoré dans les déclarations des interlocuteurs argentins.

De même, le souhait de resserrer les contacts entre les parlements des deux blocs régionaux a été souligné. Les députés brésiliens et argentins du PARLASUR ont manifesté leur intérêt à se familiariser avec les méthodes de travail du PE, notamment, son organisation par familles politiques. Quant aux relations parlementaires entre le PE et le Congrès brésilien, la volonté d'établir un dialogue régulier et structuré, conformément au plan d'action conjoint du partenariat stratégique UE - Brésil et à la recommandation du PE au Conseil sur ce même partenariat ont été répétées.

Les causes de la crise financière internationale ainsi que son impact sur les deux régions ont fait l'objet de longs débats, au cours desquels les interlocuteurs sud-américains ont souligné la résistance de la région et la bonne performance économique de leurs pays respectifs. Le besoin de réformer le système financier international et d'instaurer une nouvelle gouvernance économique mondiale susceptible de promouvoir la croissance économique, conjuguée à l'inclusion sociale et à la durabilité environnementale, ont été des thèmes de consensus. À ce propos, le rôle fondamental du G-20 a été souligné. Les responsables brésiliens ont lancé dans le débat la question de la réforme des Nations unies et ont répété leur souhait d'occuper un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies, comme corollaire de leur statut de puissance émergente.

Le changement climatique a aussi été un thème privilégié au fil des rencontres, le souhait que l'UE et l'Amérique latine assument une position commune lors de la prochaine conférence de Cancun a été partagé. Les membres du GT ont d'ailleurs prié leurs interlocuteurs d'insister auprès des instances régionales (MERCOSUR, UNASUR) pour que ce désir se concrétise. Comme on s'y attendait, les contreparties brésiliennes ont défendu le choix national de miser sur les biocarburants et ont affirmé que leur production n'accélérait pas le déboisement ni ne mettait en danger la sécurité alimentaire.

En guise de conclusion, la visite aux deux moteurs du MERCOSUR a confirmé la bonne tenue économique actuelle des deux économies, fondée sur une forte exportation de matières premières et de denrées alimentaires vers la Chine et l'Inde et sur la croissance de la demande interne. Du point de vue politique, le souhait du Brésil d'assumer sa position de leader régional et de devenir un acteur incontournable sur la scène internationale, sur la base de sa stabilité politique, de sa croissance économique remarquable et de son poids démographique est évident.

En revanche, l'Argentine semble se concentrer essentiellement sur des questions internes, corollaire de la polarisation qui y caractérise les débats politiques.

En ce qui concerne l'AA, même si les déclarations de principe y sont favorables, il faut prévoir des négociations quelque peu complexes, car il faudra tenir compte des intérêts commerciaux offensifs du Brésil et de l'Argentine concernant les produits de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que d'une certaine tendance protectionniste dans les deux économies.

**Groupe de travail en visite au Brésil et en Argentine du 24 au 28 mai 2010****Programme****Dimanche, le 23 mai 2010****Brasilia**

Arrivée individuelle des membres de la délégation du Parlement européen à l'aéroport international Juscelino Kubitschek à Brasilia et transfert vers l'hôtel.

Hotel Melia Brasil 21

SHS, Quadra 6 – Conj A – Lote 1

**Dimanche, le 24 mai 2010****Brasilia**

- 10.30      Départ de l'hôtel
- 11.00-12.30      Rencontre avec le **Prof. Marco Aurelio Garcia**, représentant spécial du président Lula da Silva pour les affaires internationales  
*Présidence de la République, CCBB*
- 14.30      Rencontre avec le **recteur** et les **professeurs de l'université de Brasilia**  
*Salão de Actos du recteur de l'UNB*
- 16.30      Rencontre avec le **député Cândido Vaccarezza (PT/SP)**, chef du groupe parlementaire du gouvernement à la chambre des députés  
*Liderança do Governo, chambre des députés, Annexe II cabinet 107*
- 18.00      Rencontre avec **S.E. l'ambassadeur Antonio Patriota**, secrétaire-général du Ministère des affaires étrangères  
*MRE - Itamaraty, 2° étage Tél (61) 3411 6102, 3*

- 20.30 Dîner avec les ambassadeurs de l'UE offert par M. Luis Yáñez-Barnuevo García, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec le Mercosur  
*Restaurant Fogo de Chão, SHS Quadra 5 Bloco E Asa Sul, à Brasilia*

- 11.00-12.30 Rencontre avec le **ministre président de la Cour suprême fédérale du Brésil et du Conseil national de la Justice, M. César Peluso**, et avec le **ministre national de la Justice, M. Gilson DIPP**  
*Supremo Tribunal Federal, Praça dos Tres Poderes, Plenário do Conselho Nacional de Justiça (Annexe I, 2e étage)*
- 13.00-14.30 Déjeuner de travail offert par le président de la commission des relations étrangères et de la défense nationale du sénat fédéral, le sénateur Eduardo Azeredo  
*Restaurant Escola SESC - Annexe IV, Chambre des députés*
- 14.30-16.30 Réunion conjointe avec la **représentation brésilienne au parlement du Mercosur** ouverte aux **commissions des affaires étrangères et de la défense nationale du sénat et de la chambre des députés**  
*Sénat fédéral - Plenário 7, Comissão das Relações Exteriores e Defesa Nacional*
- 17.00 Visite de courtoisie à la plénière du sénat. Allocution de bienvenue du président.  
*Sénat fédéral, bâtiment principal*

- 9.00-10.30 Déjeuner de travail avec le **groupe parlementaire d'amitié Brésil – UE**, présidé par le député Bala Rocha  
*Restaurante dos Senadores, Annexe II Sénat fédéral*
- 11.00 Participation à la séance inaugurale du XVII<sup>e</sup> forum Brésil-Europe «Le climat, l'énergie et l'environnement dans le programme politique du Brésil et de l'Union européenne», organisé par la fondation Konrad Adenauer  
*Auditoire Nereu Ramos, Chambre des députés*
- 13.00 Déjeuner de travail Forum Brésil - Europe  
*Restaurant Câmara dos Deputados, Annexe IV, 10e étage*





- 15.00 Transfert vers l'aéroport
- 16.17 Départ du vol JJ 3583 à destination de Buenos Aires (via S. Paulo)
- 23.10 Arrivée à Buenos Aires du vol JJ 8004 et transfert vers l'  
Hotel Alvear Palace  
Av. Alvear 1891  
C1129AAA, Buenos Aires

- 11.00-12.00 Rencontre avec le **ministre des affaires étrangères, du commerce international et des cultes, M. Jorge Taiana**  
*Cancillería, Despacho del Canciller. Esmeralda 1212, piso 13.*
- 12.00-13.00 Rencontre avec le **vice-président de la nation et président du sénat, le sénateur Julio César Cleto Cobos** (accompagné du sénateur José Pampuro, président de la section argentine du Parlasur)  
*Senado de la Nación, Salón Gris - ingreso por Hipólito Yrigoyen 1835*
- 13.15-15.00 Déjeuner de travail avec les ambassadeurs de l'UE, offert par **S.E. Rafael Estrella**  
*Résidence de l'ambassadeur*
- 15.30-16.30 Rencontre avec **M. Président de la commission des relations étrangères de la Chambre des députés de la nation, le député Alfredo Atanasof**, ouverte aux membres de la commission  
*Honorable Cámara de Diputados Salón Parodi (entrada por Rivadavia 1864, piso 1º)*
- 16.30-17.30 Réunion avec la **commission du Mercosur de la chambre des députés, présidée par la députée Gabriela Michetti**  
*Honorable Cámara de Diputados – Salón Delia*

17.30-18.15 Réunion avec la **section argentine du Parlasur: Sénateur Giustiniani, le député West et la députée di Tulio**  
*Senado de la nación, (ingreso por hipólito yrigoyen 1835)*

- 9.30-10.30 Réunion avec le **groupe d'amitié avec le Parlement européen, présidé par le député Hugo Prieto**  
*Délégation de l'UE*
- 11.00 Conférence de presse  
*Délégation de l'UE*
- 13.30-15.00 Déjeuner offert par M. Luis Yáñez-Barnuevo García, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec le Mercosur  
*Palacio Duhau - Park Hyatt, Salón Posadas Avenida Alvear, 1661, Buenos Aires*
- 17.00 Debriefing du secrétariat avec la délégation de l'UE à Buenos Aires
- Après-midi / Départ individuel des membres de la délégation du PE vers l'Europe  
soir



Visite d'un groupe de travail au Brésil et en Argentine  
Du 24 au 28 mai 2010

Liste des participants

**Membres**



Luis YAÑEZ-BARNUEVO  
S&D  
Espagne  
Président de la délégation



Edite ESTRELA  
S&D  
Portugal



Ilda FIGUEIREDO  
GUE/NGL  
Portugal



Nathalie GRIESBECK  
ADLE  
France



Gianni PITTELLA  
Vice-président du PE  
responsable pour l'Amérique  
latine  
S&D  
Italie  
(seulement en Argentine)

Abbréviations utilisées pour les groupes politiques du PE

- **PPE**: Groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens)
- **S&D**: Groupe de l'alliance progressiste des socialistes et des démocrates au Parlement européen

- **ADLE: Groupe de l'alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe**
- **GUE/NGL: Groupe confédéral de la gauche unie européenne / gauche verte nordique**

## Secrétariat de la délégation: DG Politiques Extérieures

M.	Pedro	<b>VALENTE da SILVA</b>	Unité Amérique latine administrateur Desk Mercosur
M.	Francisco	<b>CABRAL</b>	Unité Amérique latine assistant administrateur

## Interprètes

Mme	Pilar	<b>ANTELO</b>	Cabine espagnole
Mme	Maria Alba	<b>RUSIÑOL VILA</b>	Cabine espagnole
M.	Euclides	<b>LAZZAROTTO</b>	Cabine portugaise
M.	Fernando	<b>FERREIRA</b>	Cabine portugaise
M.	Ken	<b>COLGAN</b>	Cabine anglaise
M.	Andrew	<b>BOLTON</b>	Cabine anglaise